

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

#### NATIXIS COFICINE

Société anonyme au capital de 5 897 500 euros.  
Siège social : 6, rue de l'Amiral Hamelin - 75116 Paris.  
552 000 846 R.C.S. Paris.

**Comptes annuels approuvés par l'Assemblée générale ordinaire du 2 mai 2017.**

#### I. — Bilan et hors-bilan au 31 décembre 2016.

(En milliers euros.)

Actif	31/12/16	31/12/15
Caisses, Banques de France, C.C.P.	1	0
Banques & établissements de crédit	19 795	14 898
Crédits à la clientèle	601 791	571 778
Portefeuille titres	832	832
Crédit-bail mobilier	5 989	6 161
Immobilisations	471	172
Autres actifs	683	5 655
Comptes de régularisation	410	283
Total actif	629 972	599 778
Hors-bilan - Engagements reçus :		
Engagements de financement	60 000	60 000
Engagements de garantie	216 888	197 598

Passif	31/12/16	31/12/15
Banques & établissements de crédits	576 384	539 729
Opérations avec la clientèle	5 721	10 647
Autres passifs	4 702	3 231
Comptes de régularisation	14 506	12 556
Provisions pour risques et charges	798	1 373
FRBG & provisions réglementées	3 800	3 800
Capitaux propres hors FRBG	24 062	28 444
Capital social	5 898	5 898
Réserve légale	590	590
Report à nouveau	11 164	16 227
Résultat de l'exercice	6 411	5 730
Total passif	629 972	599 778
Hors-bilan - Engagements donnés :		
Engagements de financement	166 828	133 162
Engagements de garantie	406	4 351

**II. — Compte de résultat.**

(En milliers d'euros.)

(En K euros.)	31/12/16	31/12/15	Variation	
			Valeur	% Age
Intérêts, commissions et produits assimilés	23 709	22 020	1 689	7,7 %
Intérêts, commissions et charges assimilées	- 4 245	- 4 531	286	- 6,3 %
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	2 903	3 502	- 599	- 17,1 %
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	- 2 367	- 3 173	806	- 25,4 %
Revenus des titres à revenu variable	502	463	39	8,3 %
Autres produits d'exploitation bancaire	143	189	- 46	- 24,3 %
Autres charges d'exploitation bancaire	- 65	- 87	23	- 25,8 %
Produit net bancaire	20 580	18 383	2 197	12,0 %
Charges générales d'exploitation	- 7 957	- 7 297	- 660	9,0 %
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	- 67	- 97	30	- 31,1 %
Résultat brut d'exploitation	12 556	10 989	1 567	14,3 %
Coût du risque	- 2 981	- 2 166	- 815	37,6 %
Résultat d'exploitation	9 575	8 823	752	8,5 %
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0	0	
Résultat courant avant impôt	9 575	8 823	752	8,5 %
Résultat exceptionnel	- 11	14	- 25	- 183,7 %
Impôt sur les bénéfices	- 3 153	- 2 968	- 185	6,2 %
Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	0	- 139	139	- 100,0 %
Résultat net	6 411	5 730	681	11,89 %

**III. — Annexe.**

La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels de la société. Elle comporte des éléments d'information complémentaires au bilan et au compte de résultat, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière.

Les éléments d'information qui ne présentent pas un caractère obligatoire ne sont mentionnés que pour autant qu'ils aient une importance significative.

Les états financiers de l'annexe sont présentés en euros.

**1 Faits caractéristiques de l'exercice.**

Néant.

Evènements post clôture. — Néant.

**2 Principes, règles et méthodes comptables.**

La présentation des états financiers au 31 décembre 2016 est conforme aux dispositions du règlement 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire, modifié par les règlements n°s 2000-03 et 2005-04 du Comité de la Réglementation Comptable, relative aux documents de synthèse individuels des entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire.

Le règlement 2002-10 relatif aux amortissements et dépréciation d'actifs a été appliqué de manière rétrospective pour la première fois en 2005. Aucune provision pour grosse réparation n'a été comptabilisée sur les immobilisations d'exploitation.

Le règlement 2015-06 de l'Autorité des Normes Comptables du 23 novembre 2015 modifie le règlement 2014-03 relatif au Plan Comptable Général suite à la transposition de la Directive européenne 2013/04/UE. Les modifications portent essentiellement sur la définition du fonds commercial, l'évaluation des actifs corporels, incorporels et du fonds commercial, et le mali technique de fusion.

Les états financiers ont par ailleurs été établis selon les dispositions applicables aux établissements financiers dans le respect des règles de la réglementation bancaire, du principe de prudence, et conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celle des coûts historiques.

Les charges et les produits sont enregistrés *prorata temporis*. Les produits ou charges constatés d'avance ou à payer sont inscrits au bilan aux comptes de régularisation ou comptes d'ordre.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

A - Immobilisations incorporelles. — Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements des logiciels acquis sont calculés de façon linéaire sur 12 mois à compter de leur date d'utilisation pour les acquisitions antérieures au 01/01/2003. A compter du 01/01/2004, les acquisitions de logiciels d'une valeur supérieure à 15 000 € sont amorties de façon linéaire sur une durée de 3 ans.

B - Immobilisations corporelles. — Il convient de distinguer, les immobilisations propres à l'exploitation de la société des immobilisations louées en crédit-bail mobilier, dans le cadre de notre activité financière.

Dans tous les cas les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

— Immobilisations propres à l'exploitation : L'amortissement est calculé selon le mode linéaire ou dégressif pour les biens qui ouvrent droit à ce régime en fonction de la durée probable d'utilisation, dont les principes sont les suivants :

<b>Constructions</b>	
Fondations	45 ans
Façades	25 ans
Couvertures	30 ans
Equipements techniques	15 ans
Aménagements intérieurs	10 ans
Matériel de transport,	3 à 5 ans
Mobilier (neuf)	10 ans
Matériel (neuf)	2 à 5 ans
Mobilier et matériel d'occasion	1 à 3 ans

— Immobilisations destinées à la location avec option d'achat (crédit-bail mobilier) : La valeur brute des éléments d'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine.

Pour tous les dossiers de crédit-bail, l'amortissement fiscal retenu est égal à l'amortissement financier des contrats.

La valeur nette des immobilisations ne peut excéder la valeur de l'encours financier des contrats qui y sont attachés.

La dotation minimum aux amortissements lie la valeur nette comptable des immobilisations à l'encours financier des contrats. La dotation supérieure à ce minimum constitue une réserve latente. Si cette dernière s'avère négative, une provision est inscrite dans les comptes.

Les immobilisations temporairement non louées (ITNL) consécutives à une défaillance de l'emprunteur sont en cours de récupérations pour leur revente future et sont maintenues à l'actif du bilan jusqu'à leur revente. Elles sont enregistrées à leur valeur nette comptable au moment de la rupture du contrat. Lorsque leur valeur d'évaluation fait apparaître une valeur inférieure à la valeur nette comptable, il est comptabilisé une dépréciation d'actif.

C - Portefeuille de titres. — Les titres de participation sont constitués des participations pour lesquelles Natixis dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement des activités de Natixis Coficiné.

Ils sont enregistrés à la date d'acquisition pour leur prix d'achat.

Ces titres sont évalués individuellement au plus bas de leur valeur d'utilité à la date d'arrêté ou de leur coût d'acquisition. Les éventuelles moins-values latentes font l'objet d'une dotation pour dépréciation. La dépréciation se fait par voie de provision dès lors que leur valeur d'utilité ou valeur estimative est inférieure au coût d'acquisition.

La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte de différents critères tels que : la quote-part de la situation nette éventuellement corrigée des plus ou moins values latentes sur actif ou, de leur valeur de rentabilité.

— Les revenus, corrections de valeur et résultats de cession des portefeuilles-titres sont comptabilisés de la manière suivante :

- les produits des titres à revenu variable sont enregistrés au fur et à mesure de leur encaissement ou lorsque leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'assemblée générale ;

- les produits des titres à revenu fixe sont comptabilisés selon la méthode des intérêts courus ;

- les corrections de valeur et résultats de cession des titres sont enregistrés dans des rubriques spécifiques selon leur portefeuille d'appartenance :

\* en produit net bancaire pour les titres de placement,

\* en coût du risque pour les titres à revenus fixe classés en portefeuille de placement, lorsque les corrections de valeur correspondent à un risque de contrepartie,

\* en gains ou pertes sur actifs immobilisés pour les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme.

D - Créances sur les établissements de crédit et la clientèle. — Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances autres que celles représentées par un titre, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit, y compris les créances subordonnées, les valeurs reçues en pension matérialisées par des valeurs ou des titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur la clientèle englobent les prêts distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de celles représentées par un titre, les valeurs reçues en pension matérialisées par des valeurs ou des titres. Elles sont ventilées en fonction de la nature des concours (comptes ordinaires débiteurs, créances commerciales, crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à l'export, prêts subordonnés...).

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les commissions reçues à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, ainsi que les coûts marginaux de transaction sont étalés, suivant la méthode actuarielle au taux d'intérêt effectif, sur la durée de vie effective du crédit. L'étalement est porté, en produit net d'intérêt dans le Produit Net Bancaire (PNB). Les commissions et coûts de transaction faisant l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Une distinction est opérée entre les crédits sains et les crédits douteux. Le règlement CRC 2002-03 prévoit le classement des créances en quatre catégories : créances saines, créances douteuses ordinaires, créances douteuses compromises et créances restructurées.

Sont considérées comme douteuses, les créances pour lesquelles il existe un risque de crédit avéré, nonobstant l'existence de garanties, rendant probable la non perception par Natixis Coficiné de tout ou partie des sommes dues par les contreparties au titre des engagements qu'elles ont souscrits. Il s'agit des créances pour lesquelles a été identifié un événement de défaut tel que défini à l'article 178 du règlement européen du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit. En particulier, les crédits présentant des échéances impayées depuis trois mois au moins sont classés dans les encours douteux.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée et les créances classées en douteux depuis plus d'un an dès lors qu'un passage en perte est envisagé.

Cas particulier des créances restructurées en raison de la situation financière du débiteur Les encours restructurés correspondent aux financements ayant fait l'objet d'aménagements constituant une concession pour Natixis Coficiné lorsque ces aménagements sont conclus avec des débiteurs faisant face ou sur le point de faire face à des difficultés financières. Les encours restructurés résultent donc de la combinaison d'une concession et de difficultés financières.

Les aménagements visés par les restructurations doivent apporter une situation plus avantageuse au débiteur (ex : suspension d'échéance d'intérêt ou de principal, prorogation d'échéance, etc.) et sont matérialisés par la mise en place d'avenants modifiant les termes d'un contrat existant ou par le refinancement total ou partiel d'un prêt existant.

La difficulté financière est déterminée en observant un certain nombre de critères tels que l'existence d'impayés de plus de 30 jours ou la présence d'une note sensible. La mise en place d'une restructuration n'implique pas nécessairement le classement de la contrepartie concernée par le réaménagement dans la catégorie des défauts bâlois, le critère de la difficulté financière étant appréhendé en amont de celui retenu pour déclasser les contreparties dans la catégorie des défauts bâlois.

— Dépréciations individualisées : Lorsqu'il survient un risque de non-recouvrement partiel ou total des créances, ou de non tenue des engagements des débiteurs, des provisions pour dépréciation de créances douteuses ou pour risques sont dotées au compte de résultat.

Les provisions sont déterminées par la Direction Générale sur la base : d'examen périodiques de la situation du risque client ou du projet, dossier par dossier, en tenant compte de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Pour l'appréciation de ces provisions il est tenu compte des garanties bancaires attachées à ces créances.

La charge nette de l'exercice au titre de ces risques est inscrite en compte de résultat au poste « Coût du risque ».

L'existence d'intérêts échus impayés depuis plus de trois mois donne lieu au déclassement en créances douteuses non compromises de tous les concours de crédits afférents au client considéré et au provisionnement à 100 % des intérêts impayés. Il ne peut être dérogé à cette règle que lorsque des circonstances particulières démontrent que les impayés sont dus à des causes non liées à la situation du débiteur. En application de la réglementation bancaire :

– les intérêts courus et échus des prêts faisant l'objet d'une procédure judiciaire sont portés en minoration des comptes d'intérêts dans lesquels ils ont été enregistrés. Si ces intérêts viennent à être payés, ils sont enregistrés sous cette rubrique lors de leur encaissement ;

– les intérêts concernant des clients pour lesquels des échéances restent impayées pendant plus de trois mois ou le cas échéant six et neuf mois, sont également dépréciés pour leur totalité en minoration des comptes d'intérêts dans lesquels ils ont été enregistrés initialement ;

– par contagion, l'encours en capital de ces clients est classé en créances douteuses même si l'analyse du risque ne conduit pas à déprécier le risque en capital.

Les dotations et reprises de dépréciations, pertes sur créances irrécouvrables et récupérations sur créances amorties relatives aux intérêts sur créances douteuses enregistrées dans le PNB.

— Provisions pour dépréciation d'actif :

– Les dépréciations sur créances et toutes autres provisions affectées à des actifs sont inscrites en déduction des postes d'actif concernés.

– Le montant des dépréciations est calculé par différence entre la valeur brute comptable de la créance et les sommes estimées recouvrables (y compris les flux résultant de la réalisation des garanties).

– Les pertes probables relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte sous la forme de provisions au passif du bilan.

— Dépréciations au titre du risque de crédit non affecté individuellement : Les actifs financiers ne présentant pas de risque de crédit individuellement affecté sont inclus dans des groupes d'actifs ayant des caractéristiques de risques similaires.

Des portefeuilles d'actifs homogènes sont constitués et inclus dans l'assiette provisionnable des encours sains relatifs à des secteurs d'activité pour lesquels la situation économique laisse présager des difficultés.

Pour chacun de ces groupes, il est recherché l'existence d'un indice objectif de dépréciation reposant sur des données observables indiquant une diminution probable des flux de trésorerie recouvrables estimés pour ce groupe d'actifs. Si un indice objectif de dépréciation est observé, alors les encours formant ce groupe d'actifs font l'objet de la comptabilisation d'une dépréciation collective constatée au passif du bilan. Un actif appartenant à ce groupe qui viendrait à être provisionné de manière individuelle (risque affecté individuellement) est exclu de l'assiette de calcul de la dépréciation collective. Le provisionnement du risque collectif se base sur des combinaisons d'indices propres au secteur (croissance du secteur, trésorerie des entreprises du secteur, etc.).

— Opérations de crédit-bail : Les opérations de crédit-bail sont classées dans une rubrique spécifique pour leur encours déterminé selon les principes de la comptabilité financière.

— Opérations de hors-bilan : Les prêts consentis de façon irrévocable, mais qui n'ont pas encore donné lieu à des mouvements de fonds, sont enregistrés en hors-bilan dans la catégorie « Engagements de financement ».

Les engagements de financement en faveur de la clientèle comprennent les ouvertures de crédits confirmés autres que des établissements de crédit.

Les engagements de garantie en faveur de la clientèle comprennent notamment les cautions, avals et autres garanties d'ordre d'agents économiques autres que des établissements de crédit.

E - Provisions. — Les provisions constituent des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. Les provisions sur engagement par signature ou sur litiges figurent en provisions pour risques et charges, elles couvrent les risques identifiés par la société dès lors que le risque est certain ou probable.

En effet, leur comptabilisation est subordonnée à l'existence d'une obligation actuelle résultant d'un événement passé dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources et dont le montant peut être estimé de manière fiable. Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la sortie de ressources attendue pour éteindre l'obligation actuelle à la date de clôture. Les provisions sont revues à chaque date de clôture et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

Les provisions au passif concernent les engagements sociaux et les dépréciations au titre du risque de crédit non affecté individuellement.

Les provisions réglementées sont passées pour la seule application des dispositions fiscales.

F - Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle. — Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Ces dettes intègrent les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

G - Dettes subordonnées. — Le poste est de 0 € à fin 2016.

H - Créances, dettes et engagements libellés en devises. — Les créances, dettes et engagements libellés en devises sont valorisés à chaque arrêté et à la clôture de l'exercice aux cours indicatifs de la Banque de France. Les gains et pertes de change résultant de cette évaluation, qu'ils soient latents ou réalisés, sont comptabilisés au compte de résultat.

I - Passif éventuel. — Aucun passif éventuel n'est à signaler.

J - Fonds pour Risques Bancaires Généraux « FRBG ». — Le fonds pour risques bancaires généraux est doté sur décision des dirigeants, en vue de couvrir les risques généraux de l'activité bancaire. En aucun cas il ne couvre des risques identifiés, lesquels font l'objet de provisions spécifiques. Les dotations au FRBG ont supporté l'impôt.

K - Impôts sur les sociétés et fiscalité latente. — Le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 33,3 % ; depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007, les plus-values à long terme sur titres de participation sont exonérées sous réserve de la taxation à l'impôt sur les sociétés d'une quote-part de frais et charges de 12 % sur le montant des plus-values brutes, soit un taux effectif de 4,13 %. S'y ajoute :

— une Contribution Sociale sur les Bénéfices égale à 3,3 % assise sur l'impôt sur les sociétés (après application d'un abattement de 0,76 M EUR) instaurée en 2000 ;

En outre, au titre du régime des sociétés mères et filiales, les dividendes reçus des sociétés dans lesquelles la participation est au moins égale à 5 % sont exonérés à hauteur de 99 %.

La charge d'impôts inclut l'impôt dû au titre de l'exercice et la contribution sociale, exception faite de l'IFA passé en charge du compte d'exploitation.

Le montant des charges non déductibles de l'impôt sur les sociétés se monte en 2016 à 98,4 K€.

La fiscalité latente est constituée de réintégrations temporaires dont l'impôt est supporté l'année du paiement.

L - Refinancement. — La quasi-totalité de notre refinancement est assuré par NATIXIS conformément aux décisions de comité des filiales par découvert ou tirages sur le marché.

Les facilités de lignes sont révisées, sauf besoin particulier ou urgence de la demande, tous les ans.

M - Avantages du personnel. — Les avantages dont bénéficie le personnel sont comptabilisés par Natixis Coficiné. Le montant de la provision comptabilisée au bilan et la charge annuelle comptabilisée en frais de personnel.

N - Changement de méthode. — Aucun changement de méthode comptable n'a eu d'impact sur les comptes de l'exercice 2016.

Etat de l'actif immobilisé et des amortissements et provisions.  
(En euros.)

3 - Etat des immobilisations.

	Valeur brute au 31/12/16	Amortissements ou dépréciations	Valeur nette au 31/12/16
Immobilisations incorporelles	761 970	761 675	296
Terrain et construction	458 850	394 404	64 446
Autres immobilisations corporelles	408 027	367 194	40 833
Immobilisations crédit-bail	12 133 692	6 668 035	5 465 657
Portefeuille titres	831 975	0	831 975

3.1 - Détail des immobilisations.

	Valeur brute au 31/12/15	Augmentations 2016	Diminutions 2016	Valeur brute au 31/12/16
Immobilisations incorporelles :				
Droits licences	761 970			761 970
Immobilisations corporelles :				
Constructions sur sol d'autrui	458 850			458 850
Autres immobilisations corporelles	408 027			408 027
Total immobilisations corporelles	866 878	0	0	866 878
Immobilisations propres à l'exploitation	1 628 848	0	0	1 628 848
Immobilisations crédit-bail :				
Crédit-bail mobilier	12 442 684	2 252 232	2 561 224	12 133 692
Immobilisations crédit-bail	12 442 684	2 252 232	2 561 224	12 133 692

	Valeur brute au 31/12/15	Entrées 2016	Sorties 2016	Valeur brute au 31/12/16
Immobilisations financières :				
Participations	831 975			831 975
Total immobilisations financières	831 975	0	0	831 975
Total actif immobilisé	14 903 507	2 252 232	2 561 224	14 594 515

État de l'actif immobilisé et des amortissements et provisions.  
(En euros.)

3.1 - Détail des immobilisations.

	Amortissements cumulés au 31/12/15	Dotations 2016	Diminutions 2016	Amortissements cumulés au 31/12/16
Immobilisations incorporelles	753 970	7 705	0	761 675
Immobilisations corporelles				
Constructions	352 334	42 070		394 404
Autres immobilisations	350 328	16 865		367 194
Immobilisations louées - crédit-bail	6 513 537	2 664 038	2 509 540	6 668 035
Total des amortissements	7 970 170	2 730 678	2 509 540	8 191 308

3.3.1 Etat des provisions et dépréciations (En euros.)

	Provisions au 31/12/15	Dotations 2016	Reprises 2016	Virement poste à poste	Provisions au 31/12/16
Provisions réglementées :					
Provision pour crédits moyens et longs termes	750 651		0		750 651
Sous-total	750 651	0	0		750 651
Provisions pour risques et charges :					
Provisions pour risques clients	1 372 750	60 911		- 1 233 000	200 661
Provisions pour charges	0				0

Provision pour indemnités de fin de carrière	147 846	18 741			166 587
Provision pour risques sectoriels	0		636 131	1 233 000	596 869
Sous-total	1 520 596	79 652	636 131		964 117
Provisions pour dépréciation :					
Sur créances compromises	9 689 598	33 764	842 307	89 598	8 970 653
Sur créances rattachées compromises	1 927 649	11 679	112 258	3 670	1 830 739
Sur créances non compromises	3 349 781	4 608 557	660 505	- 89 598	7 208 235
Sur créances rattachées non compromises	246 566	116 680	156 517	- 3 670	203 059
Sur loyers de crédit-bail	729 217	10 420	296 595		443 043
Dépréciation sur autres créances	0				0
Sous-total	15 942 811	4 781 100	2 068 181		18 655 730
Totaux	18 214 058	4 860 751	2 704 312		20 370 498

Coût du risque	Charges	Produits
Provision pour dépréciation	4 659 293	1 502 812
Provision pour risques	60 911	636 131
Loyer de crédit-bail		
Pertes couvertes par des provisions	416 211	
Pertes non couvertes par des provisions	0	
Pertes et produits sur créances		16 724
Totaux	5 136 414	2 155 666
	2 980 748	

## 3.3.2 Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG) (En euros.)

	Provisions au 31/12/15	Dotations 2016	Reprises 2016	Provisions au 31/12/16
Provision FRBG	3 048 980			3 048 980

La dotation au FRBG a supporté l'impôt.

## 3.4.1 Ventilation des créances selon leur durée résiduelle.

	Encours Brut	D<=3mois	3m<D<=1a	1a <D<= 5a	Plus 5 ans	Dépréciation	Total au 31/12/16	Total au 31/12/15
Créances sur les établissements de crédit et les banques	19 795 195	19 795 195					19 795 195	14 897 922
Crédits à la clientèle	557 764 965	34 403 354	157 441 051	347 590 806	18 329 753	0	557 764 965	543 455 326
Créances rattachées	1 456 494	1 456 494					1 456 494	1 264 748
Créances sur opérations de crédit-bail - encours financier	5 073 784	773 042	1 528 368	2 722 068	50 306		5 073 784	5 544 491
Créances rattachées	0	0					0	185
Créances douteuses non compromises	46 394 040	1 741 191	12 389 675	22 330 001	9 933 173	- 7 208 235	39 185 805	23 338 580
Créances rattachées	203 972	203 972				- 203 059	913	1 478
Créances douteuses compromises	12 332 203	12 332 203				- 8 970 653	3 361 550	3 681 460
Créances rattachées	1 852 490	1 852 490				- 1 830 739	21 751	35 958
Créances douteuses sur crédit-bail	294 293	39 611	128 693	123 136	2 853		294 293	294 937
Créances rattachées	966 828	966 828				- 443 043	523 785	231 231

\* La part non dépréciée est la quote-part à recevoir du coparticipant en risque.

## 3.4.2 Ventilation des créances selon le secteur d'activité.

	Cinéma	Audiovisuel	Exploitation salles de cinéma	Industrie technique	Multimédia	Industrie Culturelle	Total au 31/12/16
Crédits à la clientèle (y compris l'encours financier de crédit-bail)	411 063 700	82 310 408	61 731 217	4 520 032	0	3 213 392	562 838 749
Créances douteuses :							
Valeur brute	49 006 462	2 624 438	4 385 692	1 909 943	653 455	440 546	59 020 536
	460 070 162	84 934 847	66 116 909	6 429 975	653 455	3 653 938	621 859 286

## 3.4.3 Ventilation des créances selon le secteur géographique.

	France	Belgique + Luxembourg	Allemagne	Espagne + Portugal	Angleterre	Pays Scandinaves	Etats-Unis + Canada	Autres	Total au 31/12/16
Crédits à la clientèle (y compris l'encours financier de crédit-bail)	477 304 297	5 818 422	9 767 158	19 779 700	28 292 430	3 209 068	12 997 935	5 669 739	562 838 749

Créances douteuses :									
Valeur brute	51 636 815			4 498 684	60 561		2 824 476		59 020 536
	528 941 113	5 818 422	9 767 158	24 278 384	28 352 991	3 209 068	15 822 411	5 669 739	621 859 286

## 3.4.4 Ventilation des dettes selon leur durée résiduelle.

	A 1 an au plus	1a <D<= 5a	Plus 5 ans	Total au 31/12/16	Total au 31/12/15
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :					
Découvert bancaire autorisé	47 508 641			47 508 641	41 242 882
Tirages à terme	460 157 620	48 933 030	19 000 000	528 090 649	497 196 645
Intérêts courus à payer	784 333			784 333	1 289 504
Etablissements de crédits	0			0	0
	508 450 594	48 933 030	19 000 000	576 383 624	539 729 031

## 3.5.1 Autres actifs &amp; passifs.

	Au 31/12/16		Au 31/12/15	
	Autres actifs	Autres passifs	Autres actifs	Autres passifs
Dépôts de garantie versés	141 994		129 435	
Avance fournisseurs	59 021		56 022	
Etat - Impôts sociétés	332 286		205 124	
Etat - Crédit de TVA	68 655		158 089	
Acomptes sur dividendes			5 071 850	
Débiteurs divers	80 902		34 028	
Provision charges à payer				
Personnel et comptes rattachés		1 550 931		1 339 826
Etat - Impôts société		0		0
Provision taxes à payer		46 641		133 567
Etat - TVA		13 226		8 987
Créditeurs divers		3 091 106		1 748 287
Total	682 858	4 701 903	5 654 548	3 230 667

## 3.5.2 Comptes de régularisation.

	Au 31/12/16		Au 31/12/15	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Produits à recevoir :				
Intérêts courus	45 716		141 994	
Prestation à MCI	220 000			
Charges et produits constatés d'avance :				
Autres achats et charges externes	144 400		141 476	
Produits opérations clientèle		5 606 602		5 418 518
Charges à payer		850 771		1 011 124
Autres dettes		8 048 742		6 125 881
Total	410 116	14 506 115	283 470	12 555 523

## 3.5.3 Entreprises liées.

	Montant brut au 31/12/16	Montant brut au 31/12/15
Immobilisations financières :		
Participations	823 118	823 118
Créances :		
Banques et établissements de crédits	17 673 855	14 840 447
Créance d'intégration fiscale	332 286	205 124
Dettes :		
Banques et établissements de crédits	574 013 645	537 065 437
Intérêts courus à payer	784 333	1 287 530



Dette d'intégration fiscale	0	0
Autres créiteurs	2 354 440	1 515 733
Produits d'exploitation :		
Produits accessoires	115 000	105 000
Produits des filiales (dividendes)	502 038	463 340
Charges d'exploitation bancaire :		
Intérêts sur opérations de trésorerie	2 151 306	2 804 701
Intérêts sur prêt subordonné		33 241
Charges sur engagement de financement	119 163	118 825
Services bancaires	18 881	21 151
Charges d'exploitation non bancaire :		
Services extérieurs	557 027	406 960
Hors-bilan :		
Acceptations à payer		170 000
Engagement de financement reçu	60 000 000	60 000 000

Identité des entreprises liées :

NATIXIS 30, avenue Pierre Mendès-France 75013 Paris	SIREN Paris 542 044 524
MCI 6, rue de l'Amiral Hamelin 75116 Paris	SIREN Paris 349 140 962
FMCA 6, rue de l'Amiral Hamelin 75116 Paris	SIREN Paris 413 826 801

### 3.5.4 Ventilation du chiffre d'affaires.

	Montant au 31/12/16	Montant au 31/12/15
Produits des opérations avec la clientèle :		
Intérêts et commissions	23 753 929	22 129 318
Opérations de crédit-bail - loyers	2 913 525	3 801 247
Produits divers	115 000	105 000
Total	26 782 454	26 035 565

### 3.5.5 Ventilation des frais de personnel.

	Montant au 31/12/16	Montant au 31/12/15
Salaires et traitements	2 306 375	2 301 902
Autres charges sociales	15 239	17 900
Provision sur salaires à payer	553 474	493 767
Charges sociales	1 411 605	1 352 397
Charges sur salaires à payer	219 410	197 505
	4 506 104	4 363 470
Intéressement et participation	- 9 294	200 469
Provision intéressement à payer	321 695	99 147
Provision participation des salariés à payer	91 000	86 000
Impôts et taxes sur rémunérations	379 442	436 964
Provisions impôts et taxes sur rémunérations à payer	110 695	98 754
Total	5 399 642	5 284 804

### 3.5.6 Impôts et taxes.

	Montant au 31/12/16	Montant au 31/12/15
CFE et CVAE	255 789	226 833
Contribution sociale de solidarité	11 257	0
Autres impôts	211 074	49 860
Total	478 120	276 693

### 4.1 Engagements financiers.

L'analyse selon les secteurs d'activité des engagements hors-bilan se détaille comme suit :

	Cinéma	Audiovisuel	Exploitation salles de cinéma	Industrie technique	Multimédia	Industrie Culturelle	Total au 31/12/16	Total au 31/12/15
Clientèle - Cautions et avals donnés	72 683	0		333 007		0	405 690	4 351 242
Ouverture de crédits à la clientèle	97 476 810	65 219 557	3 581 838	150 000	0	400 000	166 828 205	133 161 913
Clientèle - cautions bancaires reçues sur crédits utilisés	145 245 111	19 748 834	3 940 180	1 690 644		670 017	171 294 786	160 140 436
Clientèle - cautions bancaires reçues sur ouvertures de crédits	26 506 098	19 087 490	0	0		0	45 593 588	37 457 093
Banques - accords de refinancement reçus							60 000 000	60 000 000
Effets reçus pour le compte des clients							0	0

L'analyse selon les secteurs géographique des engagements hors-bilan se détaille comme suit :

	France	Belgique + Luxembourg	Allemagne	Espagne + Portugal	Angleterre	Pays Scandinaves	Etats-Unis + Canada	Autres
Clientèle - cautions et avals donnés	333 007	72 683						
Ouverture de crédits à la clientèle	131 134 445	2 049 848	2 352 861	5 711 813	14 740 965	216 070	6 016 209	4 605 994
Clientèle - cautions bancaires reçues sur crédits utilisés	161 596 871	839 256		1 349 700	2 298 154		3 241 169	1 969 636
Clientèle - cautions bancaires reçues sur ouvertures de crédits	40 971 784	772 750			2 235 649		49 323	1 564 082

#### 4.2 Accroissement ou allègement de la charge fiscale future :

	Base	Actif d'impôt	Passif d'impôt
Fiscalité différée			
Provision à fiscalité différée	2 824 745	963 803	

#### 4.3.1 Composition du capital social :

Différente catégorie de titres	A la clôture de l'exercice	Nombre de titres créés en 2015	Remboursés en 2015	Valeurs nominales
Actions ordinaires	117 950			50 €
Droits de vote attachés	117 950			

#### 4.3.2 Tableau de variation des capitaux propres :

	2016	2015
<b>Montant à l'ouverture de l'exercice :</b>		
Capital au 1 <sup>er</sup> janvier	5 897 500	5 897 500
Réserves au 1 <sup>er</sup> janvier	589 750	589 750
Report à nouveau au 1 <sup>er</sup> janvier	16 227 046	11 141 717
Distribution de dividende	10 792 425	0
Montant à la clôture de l'exercice :		
Capital au 31 décembre	5 897 500	5 897 500
Réserves au 31 décembre	589 750	589 750
Report à nouveau au 31 décembre	11 164 213	16 227 046

#### 4.4.1 Rémunération des mandataires sociaux :

Conformément à la Loi, il est indiqué le montant global de toutes rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux au cours de l'exercice 2016.

Gils Berrous	Administrateur	Président	
Didier Courtois-Duverger	Administrateur	DG	Montant global
Isabelle Terrel	Administrateur	DGD	Montant global
Michel Doligé	Administrateur		
Georges Eric de la Brunière	Administrateur		
Jean Yves Forel	Administrateur		716 606 €
Didier Patault	Administrateur		
Dominique Garnier	Administrateur		

Il est précisé qu'il n'y a aucune option de souscription d'actions en cours.

#### 4.4.2 Rémunérations globales versées aux organes de direction.

Montant global des rémunérations versées aux cinq personnes les mieux rémunérées : 1 299 706 €.

#### 4.5 Avances aux dirigeants.

Conformément à l'article L. 225-43 du nouveau Code de Commerce, aucune avance ou crédit n'a été allouée aux dirigeants de la société.

#### 4.6 Ventilation de l'effectif.

Employés	6
Cadres administratifs	22
Cadres supérieurs	5
	33

#### 4.7 Affectation des résultats.

Il a été proposé à l'Assemblée Générale d'affecter le résultat de la façon suivante :

Résultat 2016	Bénéfice	6 410 785 88 €
Report à nouveau		11 164 213 28 €
		17 574 999 16 €
Affectation :		
Dividendes 54 euros par action		6 369 300 00 €
Report à nouveau		11 205 699 16 €
		17 574 999 16 €

#### 4.8 Tableau des filiales et participations.

Désignation		Capital	Réserves et R.A.N avant affectation	Quote-part %	Valeur brute des titres	Valeur nette des titres	Prêts et avances valeur nette	Montant des cautions et avals donnés	C.A. H. T du dernier ex.	Bénéfice ou perte du dernier exercice clos	Dividendes encaissés	Observations
<b>1. Renseignements détaillés</b>												
<i>A. Filiales (+ de 50 % du capital détenu)</i>												
Média Consulting & Investment MCI 6, rue de l'amiral Hamelin 75116 PARIS SIREN 349 140 962	SA	840 000	3 468 180	99 %	800 266	800 266			512 224	- 390 466	498 741	Bilan au 31/12/2016
Film & Média Collecting Agency FMCA 6, rue de l'Amiral Hamelin 75116 PARIS SIREN 413 826 801	SAS	38 125	2 334	60 %	22 852	22 852			40 023	23 653	3 298	Bilan au 31/12/2016
<i>B. Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>												
<b>2. Autres participations</b>												
Dans des Sociétés françaises					8 857	8 857						

### IV. — Affectation du résultat.

L'Assemblée générale ordinaire, approuvant la proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter le bénéfice net comptable de 6 410 786 € augmenté du report à nouveau de 11 164 213 €, soit la somme de 17 574 999 €, comme suit :

Le bénéfice net comptable de	6 410 786 €
Report à nouveau	11 164 213 €
Total	17 574 999 €
Affectation	
Dividendes	6 369 300 €
Report à nouveau	11 205 699 €
Total	17 574 999 €

L'Assemblée générale constate que le dividende net par action proposé est de 54 €.

Le paiement des dividendes sera effectué à compter de la présente assemblée.

Par ailleurs, l'assemblée générale ordinaire prend acte des sommes distribuées à titre de dividendes, au cours des trois précédents exercices :

Exercice	Dividendes globaux	Dividendes par action (*)
2013	4 953 900,00 €	42,00 €
2014	Pas de dividende (résultat affecté au compte de Report à Nouveau)	0,00 €
2015	10 792 425,00 €	91,50 €
(*) Les dividendes sont éligibles à l'abattement en application des dispositions de l'article 158-3.2° du code général des impôts.		

## V. — Extrait du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Natixis Coficiné, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

— Dépréciations et provisionnement des risques de crédit et de contrepartie : La société comptabilise des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit et de contrepartie inhérents à ses activités (note D des « principes, règles et méthodes comptables » et notes 3.3.1, 3.4.1 et 3.4.2 de l'annexe). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture à l'actif par des dépréciations déterminées sur base individuelle, et au passif, par des provisions destinées à couvrir des risques clientèle non affectés.

— Valorisation du portefeuille de titres : Le portefeuille de titres détenus par votre société est évalué à leur valeur d'usage selon les modalités décrites dans la note D des « principes, règles et méthodes comptables » de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous avons examiné les éléments ayant conduit à la détermination des valeurs d'usage pour les principales lignes du portefeuille.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 18 avril 2017.

*Les Commissaires aux Comptes :*

Mazars,  
Emmanuel DOOSEMAN ;

Deloitte & Associés,  
Jean-Marc MICKELER.

## VI. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social : 6, rue de l'Amiral Hamelin - 75116 PARIS.

Enregistrer  
**1703113**